

Capital de risque: une mystérieuse étude demande à Québec d'agir

FRANÇOIS DESJARDINS

Édition du jeudi 31 janvier 2008

Mots clés : François Legault, Hélène Desmarais, Capital de risque, Investissement, Économie, Québec (province)



Photo: Jacques Nadeau

Une étude de Secor qui circule dans certains milieux et sonne l'alarme quant à la santé du capital de démarrage d'entreprise a incité hier Hélène Desmarais et le député François Legault à réclamer une nouvelle intervention de Québec, qui s'est désengagé de ce genre d'activité après l'élection des libéraux en 2003.

Présidente du Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal, Hélène Desmarais a écrit une lettre ouverte aux quotidiens de Gesca pour faire état des conclusions de l'étude. Celle-ci affirmerait notamment que «le marché actuel du capital de risque est inefficace à

financer l'amorçage d'entreprises technologiques» et que «cela menace notre développement économique».

Selon Mme Desmarais, l'étude de Secor conclurait notamment que, «pour créer de nouvelles entreprises technologiques dans des secteurs prometteurs et assurer un développement économique durable, l'intervention de l'État est essentielle».

«Compte tenu des défis de la mondialisation de l'économie, de l'émergence de nouvelles forces telles que l'Inde, qui forme des dizaines de milliers d'ingénieurs chaque année, ou la Chine, qui investit massivement dans l'économie du savoir, il est grand temps d'agir», a écrit Mme Desmarais. «Prenons les mesures nécessaires pour offrir à nos entrepreneurs un environnement propice à l'amorçage et au démarrage de leurs entreprises. Cela est dans notre intérêt collectif.»

Le journal Les Affaires a lui aussi fait mention de cette étude dans sa plus récente parution, Jean-Paul Gagné signalant à Québec que «cette pénurie de capital d'amorçage est un enjeu que la ministre des Finances du Québec doit prendre en considération en préparant son prochain budget».

L'étude indiquerait qu'au cours de 2006-07, les trois fonds les plus actifs au Québec en ce qui concerne l'amorçage ont financé seulement huit projets.

Selon le député péquiste François Legault, porte-parole en matière de développement

économique, l'étude en question a été remise au ministre Raymond Bachand. «Il l'a depuis deux mois et il doit la rendre publique», a dit M. Legault lors d'un entretien. «Tout le monde l'a, mais personne ne veut la sortir officiellement.»

Lorsque Le Devoir a demandé l'étude hier, l'attachée de presse du ministre Bachand a indiqué que ce dernier n'était pas disponible mais qu'il commenterait peut-être le sujet cet après-midi en marge du conseil des ministres à Québec.

Désengagement

Après l'élection des libéraux de Jean Charest, en 2003, le rapport Brunet a suggéré au gouvernement d'investir moins lourdement dans le démarrage de sociétés et de laisser un peu plus cette tâche au secteur privé. Un des gestes, par exemple, a été de privatiser certaines Innovatech. Le coup de barre avait aussi touché la Société générale de financement (SGF), qui devait soudainement s'autofinancer.

Selon M. Legault, il faudrait «mettre sur pied deux fonds gouvernementaux qui ne seraient pas liés par des exigences semblables à celles des FIER». Les Fonds d'intervention économique régionaux (FIER) sont mixtes, cela signifiant qu'ils contiennent de l'argent public et de l'argent du secteur privé. «Dans les FIER, en demandant au privé de s'impliquer, on demande un rendement, et ce n'est pas la même formule qu'il y avait avec les Innovatech», a dit M. Legault.

Prié de dire si Québec a l'argent pour se relancer dans ce type d'activité de financement, M. Legault a dit «qu'à 30 ou 40 millions par année, il faut se demander si on a l'argent pour ne pas le faire».

Au mois de novembre, le groupe Réseau Capital a fait état d'un recul dans ce créneau. «Les entreprises québécoises au niveau de prédémarrage, de démarrage et en début de croissance ont, en grande partie, perdu du terrain sur une base annuelle», a écrit le groupe dans un communiqué. «Un total de 19 jeunes compagnies ont attiré 28 millions de dollars, soit 26 % de moins que les 38 millions de dollars que ces entreprises avaient attirés au troisième trimestre de 2006.»

Vos réactions

[L'investissement alimente le génie d'ici vers la création et la mise en marché.](#) -

par Christian (JA) Béliveau (christianbeliveau@sympatico.ca)

Le jeudi 31 janvier 2008 22:00

Réagissez à ce texte

Tous les champs marqués d'un astérisque (*) sont requis.

* Titre de l'intervention